

UNCLASSIFIED

NTAKIRUTIMANA Jean Damascène
Services du Premier Ministre
BP 1334 KIGALI

Nairobi, le 12 Juin 1995

RELEASED IN FULL

Excellence le Premier Ministre,
KIGALI

Le régime FPR, dans sa volonté d'asseoir un pouvoir sans partage, tient un discours rassurant tout en menant une politique d'exclusion et de revanche. La gestion sociale et politique du pays par le FPR est sans issue car elle est basée sur la domination d'une ethnie sur une autre comme si les expériences douloureuses des régimes déchus ne lui aient pas servi de leçon.

Pour cette raison, je porte à votre connaissance que je ne peux plus travailler pour un tel régime et démissionne de mes fonctions.

Contraint au silence, le parti MDR assiste à la dégradation constante de la situation dans le pays : exécutions sommaires, tortures, arrestations arbitraires, blocage du démarrage de la justice, interdiction de partis politiques, double langage sur l'épineux problème des réfugiés, répression de la presse libre, exercice à découvert des groupes extrémistes, etc...

L'armée du FPR a laissé les casernes, vit avec la population et la terrorise. Les "ABAKADA" du FPR chargés de distiller son idéologie se livrent au racket des populations et font jeter en prison tout HUTU indésirable.

Face à cette situation, notre parti MDR, a dénoncé la dérive totalitaire qui s'installe et proposé des solutions réalistes pour sortir le pays de l'impasse après la catastrophe d'Avril à Juillet 1994. Au lieu de saisir la perche et amorcer un fléchissement, le FPR a choisi de terroriser les adhérents du Parti et jette en prison l'élite locale en vue de couper la tête du parti de sa base.

Les éléments modérés du FPR ainsi que les gouvernements qui soutiennent le régime de Kigali (Pays Bas et Etats-Unis en tête) doivent prendre leurs responsabilités en faisant des pressions nécessaires afin de ramener le FPR à plus de réalisme politique. Sans cela, ils apportent la caution morale à un régime qui érige le double langage, le sectarisme et l'hypocrisie en système de gouvernement ; ce qui est générateur de nouveaux drames à moyen terme.

Il me paraît insupportable de constater que le FPR bloque le démarrage du système judiciaire, qui résoudrait le problème des prisons tellement surpeuplées qu'elles sont devenues des mouvoirs et privilégie plutôt l'agrandissement des prisons et la recherche de nouveaux lieux de détention.

Tels sont, Excellence le Premier Ministre, les motifs qui m'ont poussé à renoncer à mes fonctions de Directeur de Cabinet.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

NTAKIRUTIMANA Jean Damascène
Directeur de Cabinet
du Premier Ministre

UNCLASSIFIED

RELEASED IN FULL

AB4A

Le Régime FPR mène le Rwanda vers l'impasse

Après la victoire militaire du FPR qui a mis fin à la guerre, au génocide et aux massacres, les démocrates et les amis du Rwanda ont poussé un soupir de soulagement. Une année après cette victoire, le désenchantement et la désillusion prévalent. Le beau discours rassurant et réconciliateur diffusé par Radio MUHABURA a cédé place au discours revanchard, hypocrite et triomphal (INTSINZI) de Radio KIGALI. Face à ses responsabilités historiques de remettre le pays tant déchiré sur les voies de la réconciliation et de la justice, le FPR se contente d'un très beau discours et mène une politique sectaire.

Voici les exemples les plus révélateurs

1. Le Problème des Réfugiés.

Le gouvernement a toujours dit que le retour des 2 millions de réfugiés Rwandais constitue sa préoccupation. En même temps, l'armée du FPR et ses propagandistes "ABAKADA" jettent abusivement en prison certains candidats au retour. Radio KIGALI (Radio FPR) entretient un subtil amalgame entre les réfugiés et les génocidaires. Les candidats au retour ne peuvent pas toujours récupérer leurs maisons, leurs champs ou leurs emplois. Toutes ces raisons imputables au FPR et la propagande négative dans les camps empêchent les réfugiés à rentrer, même ceux qui sont innocents.

Pour contrer l'initiative des Evêques catholiques Rwandais qui proposaient leurs bons offices entre le Gouvernement et les réfugiés, il a été mis en place la commission tripartite de rapatriement des réfugiés prévue dans les accords de paix.

Pourquoi a-t-on attendu l'initiative des Evêques pour annoncer avec tapage publicitaire cette commission créée par le gouvernement 6 mois auparavant et restée en veilleuse ?

Cette politique du FPR en matière de réfugiés est impensable quand on sait qu'il a fait du retour des anciens réfugiés son cheval de bataille au début de la guerre d'Octobre 1990.

2. Le FPR bloque le démarrage du système judiciaire

Tout le monde souhaite que les responsables du génocide et des massacres soient poursuivis en justice et punis de façon exemplaire. Les amis du Rwanda ont disponibilisé des fonds nécessaires et certains sont prêts à envoyer des magistrats pour épauler les Rwandais. Curieusement, le FPR manœuvre subtilement pour bloquer le démarrage du système judiciaire. Les Députés TUTSI qui dominent l'Assemblée Nationale (40 sur 70) ont rejeté la proposition du gouvernement de nominations à la tête de la Cour Suprême. Les mêmes Députés s'approprient à faire rejeter le projet de loi proposant le recours aux magistrats étrangers pour épauler leurs collègues Rwandais.

Par contre, ces Députés vont certainement approuver le projet de loi introduit par le gouvernement qui prévoit une durée illimitée de la détention préventive des détenus.

Ainsi donc, le FPR qui domine à la fois le gouvernement et l'Assemblée mène un jeu subtil destiné à freiner le démarrage du système judiciaire. Pour quelle raison ? Seul le FPR le sait. Au même moment, des prisons sont surpeuplées et des détenus meurent avant d'être jugés.

3. L'Accord de Paix d'ARUSHA

Cet accord consacre un partage du pouvoir harmonieux entre les différentes couches sociales à travers les partis politiques. Ayant gagné la guerre, le FPR a succombé à la tentation de s'appropriier tout le pouvoir, oubliant l'accord de Paix. Et pour se ressaisir, il entretient un flou en disant qu'il est favorable à "l'esprit des accords". Le FPR nie le fondement même des accords de Paix d'ARUSHA quand son armée et ses propagandistes "ABAKADA" violent l'état de droit (arrestations arbitraires, répression de la presse, refus des partis politiques).

Il a été procédé à la création d'un poste de Vice Président mais dont les attributions ne furent jamais précisées. Alors qu'au début, le poste de Vice Président était supposé être honorifique, la réalité quotidienne montre l'inverse surtout que le Général KAGAME a lui-même rappelé dans un des récents conseils des Ministres, que tout dossier national important devait toujours lui être soumis. Les Ministres FPR ont récemment fait rejeter le projet d'installation de 2 radios libres : UNITE et AGATASHYA. Tous les bourgmestres sont des TUTSI. Alors que les propagandistes FPR "ABAKADA" organisent des réunions publiques avec la population, les autres partis sont réduits au silence par la violence et les intimidations. Faisant fi de la Constitution, les militaires en fonction siègent à l'Assemblée.

L'armée du FPR est quasi mono-ethnique. Ce n'est pas les quelques officiers et soldats des ex-FAR intégrés et à qui on ne confie aucune responsabilité qui changeront quelque chose. Le FPR n'organisera des élections qu'après avoir fait disparaître les partis politiques.

4. Le FPR ne croit pas à la réconciliation des Rwandais

Cette nécessaire réconciliation nationale doit passer par la fin de l'impunité et le partage du pouvoir civil et militaire. On entretient subtilement un amalgame entre les INTERAHAMWE et les HUTU. A Kigali et dans les centres urbains, les officiers de l'Armée et même les soldats occupent les propriétés d'autrui au lieu d'aller dans les casernes. On spolie les paysans HUTU de leurs vaches.

Les victimes du génocide sont enterrées dans la dignité (et c'est normal) tandis que les milieux extrémistes du FPR se sont opposés à l'enterrement des évêques que leurs soldats ont tué, par bavure, dit-on. Sur les collines, les victimes du FPR sont enterrées à la sauvette et dans la plus grande discrétion. Je parie que les victimes du FPR à Kibeho resteront à jamais dans les fosses communes et dans les latrines.

Le Général KAGAME et le Ministre MUGABO avaient publiquement annoncé la fermeture du camp de KIBEHO, quel qu'en soit le prix. Ce fût fait sans que le conseil des Ministres ait à en débattre. S'il n'y avait pas eu la commission d'enquête (dont les résultats sont loin d'être convaincants), le FPR serait toujours en train de dire qu'il n'y a eu que 300 morts dûs aux machettes des miliciens.

Aujourd'hui, le FPR procède à une réécriture de l'histoire du pays destinée à gommer la révolution sociale de 1959 et à mettre en avant la paix sociale qui aurait existé sous le régime féodal...

Alors que la MINUAR, les ONGs, les observateurs des droits de l'homme, l'église sont des observateurs neutres et attentifs de la vie sur les collines, le FPR, probablement pour opérer sans témoins, diabolise tout ce monde pour les inciter à quitter le Rwanda ou à taire les exactions dont sont victimes les populations innocentes.

5. Le FPR n'est pas prêt au dialogue national

Lors de la Table Ronde de Genève en Janvier 1995, le Gouvernement Rwandais a pris des engagements fermes devant la communauté internationale. Parmi ces engagements, il y a celui d'un dialogue national. Six mois viennent de s'écouler et aucun dialogue n'a été entrepris. Terrorisés et réduits au silence, les responsables des partis politiques n'osent pas réclamer ce dialogue pourtant nécessaire. Quant au FPR, il est allergique à tout contact en entretenant un amalgame subtil entre Réfugiés et Interahamwe.

6. L'ethnisation s'installe comme au BURUNDI

Avant Avril 1994, même si la vie publique était marquée par un affrontement ethnique, les responsables des principaux partis politiques avaient la pudeur de ne pas "ethniser" leurs discours. Aujourd'hui, le tabou n'est plus. Les partis PL, UDPR, PSR, PDI et FPR sont les bastions des TUTSI. Le MDR est le porte flambeau des HUTU. Le PSD est le seul parti où TUTSI et HUTU cohabitent.

Certaines zones du pays vont devenir le bastion des seuls TUTSI à cause d'une épuration ethnique auquel le FPR a procédé et qui continue (MUTARA, KIBUNGO, BUGESERA, MAYAGA et BUTARE).

A cause du terrible génocide anti-TUTSI, les préfectures de Gikongoro, Cyangugu, Kibuye, Gisenyi et Ruhengeri sont presque exclusivement peuplées de HUTU.

L'Université nationale, qui, par tradition est le lieu de rencontre harmonieuse entre les jeunes HUTU et TUTSI est devenue TUTSI car les jeunes HUTU ont peur que la catastrophe d'Avril 1994 ne se reproduise, cette fois-ci à leur dépens.

Il n'est un secret pour personne que certains ministères gérés par le FPR n'utilisent que les seuls agents TUTSI.

Lors des dernières nominations, sur 18 Directeurs Généraux, 2 sont seulement des HUTU. Or, ce sont ces Directeurs Généraux qui désignent les responsables subalternes.

Ces quelques exemples montrent que le virus ethnique a encore de beaux jours devant lui, et ce malgré la suppression de toute référence ethnique et la fin de la politique de l'équilibre.

Conclusion

Le système FPR installé à KIGALI mène à l'impasse. Le FPR procède de façon simple : il marginalise ses partenaires et entretient un double langage. D'un côté, il y a le discours officiel très rassurant et de l'autre, l'armée et la milice "ABAKADA" terrorisent la population par les arrestations, les tortures, le racket voire les exécutions sommaires.

Les groupes extrémistes opèrent au grand jour, impunément. Le FPR a la maîtrise de l'hypocrisie en politique, lui qui nie que le problème HUTU-TUTSI n'a jamais existé avant 1959 et contribue en même temps à le rendre aigu par un sectarisme primaire.

Pour sortir de l'impasse actuelle, les modérés de tous les partis, HUTU comme TUTSI, doivent se ressaisir pour exiger la justice, le partage du pouvoir, l'état de droit et le dialogue avec les représentants des réfugiés. Sans cela, il risque d'y avoir une alliance objective entre tous les extrémistes HUTU comme TUTSI.

SANS ARMEE VERITABLEMENT NATIONALE, LES CRISES RWANDAISE ET BURUNDAISE NE SERONT JAMAIS DEFINITIVEMENT REGLEES.

Sans réconciliation nationale véritable, la montée des extrémistes qui s'observe risque de replonger le pays dans un nouveau cycle de violences qui appelle toujours des revanches.

Fait à Nairobi, le 12 juin 1995

NTAKIRUTIMANA Jean Damascène
Directeur de Cabinet du
Premier Ministre et Membre du
Bureau Politique du Parti MDR

